

NÉPAL

Les maoïstes doivent cesser de s'en prendre aux civils

Index AI : ASA 31/006/2006

ÉFAI

Mardi 31 janvier 2006

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International condamne la vague d'attaques violentes visant des hommes politiques locaux et des candidats aux élections municipales prévues le 8 février 2006. Un candidat a été tué, un autre blessé par balle et un responsable politique au niveau du district a semble-t-il été enlevé.

Ces attaques seraient l'œuvre de membres du Parti communiste népalais (PCN) maoïste, qui a lancé une série d'attaques à l'approche des élections et a menacé de mener « *des actions spéciales* » contre le personnel électoral et les candidats afin de perturber le scrutin.

Amnesty International appelle le PCN maoïste à mettre un terme à toutes les attaques contre des civils. Elle exhorte ses dirigeants à déclarer publiquement et sans équivoque qu'il est contraire à la politique de leur parti de s'en prendre aux civils, notamment aux candidats aux élections, et les engage à donner à leurs cadres des instructions en ce sens. L'organisation de défense des droits humains appelle aussi le PCN maoïste à démettre de leurs fonctions tous les cadres qui seraient responsables d'atteintes aux droits humains.

Elle rappelle que le PCN maoïste s'est engagé à respecter les droits humains et le droit international humanitaire, qui interdit les attaques contre des civils.

Voici quelques exemples d'attaques récentes contre des candidats aux élections municipales ou d'autres hommes politiques locaux :

- Le 22 janvier 2006, deux hommes armés ont abattu Bijay Lal Das, quarante-sept ans, président du *Nepal Sadbhavana Party* (NSP, Parti de la bonne volonté) et candidat à la mairie de Janakpur, dans le district de Dhanusha. Selon le journal népalais *Kantipur*, le PCN maoïste a revendiqué cet assassinat.

- Le 23 janvier, à Nepalgunj (district de Banke), la maison de Krishna Kharel, dirigeant local du *Rashtriya Prajatantra Party* (RPP, Parti démocratique national), a été la cible d'une bombe artisanale. Cet attentat serait survenu à la suite de rumeurs selon lesquelles Krishna Kharel avait l'intention de se présenter aux élections municipales à venir. Personne n'a été blessé dans l'explosion.

- Le 25 janvier, Ram Kumar Tharu, cinquante ans, membre du comité du NSP du district de Bardiya, a été enlevé par des maoïstes présumés à son domicile, dans la municipalité de Gulariya (district de Bardiya).

- Le 30 janvier, deux jeunes non identifiés ont blessé par balle Dil Bahadur Rai, candidat du *Rastriya Janmukti Party* à la mairie de Manbhavan, dans le district de Lalitpur. La police soupçonne les maoïstes d'être impliqués dans cette attaque.

- Le 30 janvier également, des maoïstes présumés ont incendié une maison et une étable appartenant à Parjapati Joshi, candidat unique à la présidence du quartier n° 7 de la municipalité de Mahendranagar, dans le district de Kanchanpur. Les combattants ont semble-t-il fait évacuer la maison avant d'y mettre le feu, et personne n'a été blessé.

Par ailleurs, les élections municipales sont boycottées par une alliance de sept grands partis. Des centaines de dirigeants politiques et de militants ont été arrêtés la semaine passée pour avoir participé à des manifestations contre le régime du roi Gyanendra, qui a limogé le gouvernement et pris le pouvoir le 1^{er} février 2005. Amnesty International demande la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques et exhorte le gouvernement à respecter ses obligations internationales en matière de droits humains. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>